

Négociations dans les secteurs public et parapublic

Le Front commun maintient la pression à la grandeur du Québec

Montréal, le lundi 14 juin 2010 – « Il n'est pas question de laisser l'été et les vacances commencer sans rappeler au gouvernement, aux employeurs des réseaux publics et à la population que les 475 000 travailleuses et travailleurs du Front commun n'ont toujours pas de conventions collectives signées. C'est l'heure du règlement! », a déclaré Gilles Dussault, porte-parole du Secrétariat intersyndical des services publics (SISP).

Aujourd'hui, dès 6h, une immense bannière sera installée près du Pont Jacques-Cartier à Montréal afin de transmettre le message à la population qu'il est plus que temps que les employés de l'État parviennent à des ententes avec le gouvernement. Dans plusieurs régions du Québec, des bannières seront aussi visibles dans des endroits stratégiques.

Tout au long de la journée, les travailleuses et les travailleurs des organisations syndicales membres du Front commun procéderont également à une opération de placardage des milieux de travail des secteurs de la santé, de l'éducation et de la fonction publique : ils veulent rappeler à leurs employeurs leur détermination à conclure des conventions collectives pour améliorer leurs conditions de travail et les services à la population.

Vers des ententes globales

Plusieurs ententes sectorielles ont été conclues au cours des dernières semaines. Il en reste toutefois plusieurs autres qui attendent un règlement. « Notre soulignons aujourd'hui qu'aucune convention collective n'a été conclue et que tous les groupes devront trouver un terrain d'entente. Il reste notamment la question salariale à régler et c'est important pour l'ensemble des membres que nous représentons. Ce que le gouvernement nous offre, jusqu'à nouvel ordre, c'est l'appauvrissement et c'est une dépréciation de la valeur du travail au service de la population et c'est inacceptable. Nous resterons mobilisés tant que nous n'en serons pas arrivés à une entente satisfaisante sur les salaires. Nous attendons du gouvernement un effort supplémentaire », a ajouté Louis Roy, vice-président de la Confédération des syndicats nationaux (CSN).

« Nous demeurons convaincus qu'il est encore possible de conclure cette négociation d'ici l'été. Notre détermination n'a jamais diminué et nous prouvons, encore une fois aujourd'hui, que les travailleuses et les travailleurs des secteurs public et parapublic sont toujours aussi résolus à améliorer leur sort et à trouver des solutions aux pénuries de main-d'œuvre dans toutes les catégories d'emploi », a conclu Michel Arseneault, porte-parole de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ).

Les porte-parole rappellent que la population partage les préoccupations du Front commun, comme l'a démontré un sondage CROP rendu public la semaine dernière et indiquant que 96 % des Québécoises et des Québécois veulent que le gouvernement investisse dans les services publics et qu'il s'assure d'en maintenir la qualité. Or, c'est justement l'objet de cette négociation et ils croient que le gouvernement devrait en tenir compte.

Rappelons que le Front commun négocie au nom de 475 000 salariés de l'État. Il réunit tous les grands syndicats présents dans les secteurs public et parapublic, soit les organisations regroupées au sein du SISP (CSQ, FIQ, SFPQ, APTS et SPGQ), de la CSN (FSSS, FEESP, FNEEQ et FP) et de la FTQ (SCFP, SQEES, SEPB et UES).

– 30 –

Source : Front commun SISP-CSN-FTQ

Pour information : Marjolaine Perreault, SISP 514 235-5082
Jean-Pierre Larche, CSN 514 605-0757
Jean Laverdière, FTQ 514 893-7809